

## **COMMUNE DE VILLEBOUGIS (89)**

### **Marchés publics de travaux**

Procédure adaptée conformément aux articles  
L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique

#### **Objet de la consultation :**

**Construction d'une station de traitement des eaux usées  
(460 équivalents-habitants)**

### **REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

Date limite de réception : 23/01/2026

Heure limite de réception : 12h00

#### **Maîtrise d'oeuvre**

**Altereo - Agence de Montlhéry**  
119 Ter rue Paul Fort  
91310 MONTLHERY

Tél : 01 69 74 14 00  
Courriel : [montlhery@altereo.fr](mailto:montlhery@altereo.fr)

#### **Maîtrise d'ouvrage**

**Mairie de VILLEBOUGIS**  
Route de Saint-Georges  
89 150 Villebougis  
Tél : 09 65 19 56 88

Courriel : [mairie.villebougis@wanadoo.fr](mailto:mairie.villebougis@wanadoo.fr)

## Identification du document

Elément		
Titre du document	Règlement de consultation - STEU VILLEBOUGIS	
Nom du fichier	RC_STEU_VILLEBOUGIS_v2.docx	
Version	01/12/2025 15:06:00	
Rédacteur		GD
Vérificateur		SEB

## Sommaire

<b>1. OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION</b>	<b>5</b>
1.1. Objet	5
<b>2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION</b>	<b>5</b>
2.1. Les intervenants	5
2.1.1. Le Maître d'ouvrage:	5
2.1.2. L'Assistant à maîtrise d'ouvrage	5
2.1.3. Le Maître d'œuvre:	5
2.2. Etendue de la consultation	6
2.2.1. Mode de passation	6
2.2.2. Nombre de candidats admis à présenter une offre	6
2.2.3. Décomposition en lots	6
2.2.4. Nomenclature	6
2.2.5. Fractionnement du marché	7
2.3. Organisation de la consultation	7
2.3.2. Visite du site des travaux	7
2.4. Compléments ou modification à apporter aux CCTP	7
2.5. Délai de validité des offres	7
2.6. Forme juridique du groupement	8
2.7. Variantes	8
2.8. Propriété intellectuelle des projets	8
2.9. Contrôle technique	8
2.10. Sécurité et protection de la santé des travailleurs	8
2.11. Essais de garantie	9
2.12. Hygiène et sécurité du travail	9
2.13. Voies et réseaux divers	9
<b>3. CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT</b>	<b>9</b>
3.1. Durée du contrat ou délai d'exécution	9
3.2. Modalités essentielles de financement et de paiement	9
<b>4. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION</b>	<b>10</b>

<b>5. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .....</b>	<b>10</b>
<b>6. DOCUMENTS A PRODUIRE.....</b>	<b>10</b>
<b>6.1. Pièces relatives à la « candidature » : .....</b>	<b>10</b>
6.1.1. Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise : .....	11
6.1.2. Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise : .....	11
6.1.3. Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise : .....	11
<b>6.2. Pièces relatives à l'offre.....</b>	<b>12</b>
<b>7. TRANSMISSION ELECTRONIQUE DES PLIS.....</b>	<b>14</b>
<b>8. EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .....</b>	<b>15</b>
<b>8.1. Sélection des candidatures .....</b>	<b>15</b>
<b>8.2. Jugement des offres .....</b>	<b>15</b>
8.2.1. Note prix (Np).....	15
8.2.2. Note technique (Nt).....	16
<b>8.3. Note qualitative .....</b>	<b>17</b>
<b>9. SUITE A DONNER A LA CONSULTATION.....</b>	<b>17</b>
<b>10. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES .....</b>	<b>17</b>
<b>10.1. Adresses supplémentaires et points de contact.....</b>	<b>17</b>
<b>10.2. Procédure de recours .....</b>	<b>18</b>
<b>11. VISITE SUR SITE .....</b>	<b>18</b>

# 1. OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

---

## 1.1. Objet

La présente consultation concerne la construction d'une nouvelle la station d'épuration sur la commune de VILLEBOUGIS d'une capacité nominale de 460 équivalents-habitants (460 EH) de type lits plantés de roseaux, à fonctionnement partiellement gravitaire.

En absence de milieu récepteur les eaux traitées seront dirigées vers une zone d'infiltration.

Les travaux sont à exécuter pour le compte de la Commune de VILLEBOUGIS

**Les travaux seront réalisés sous Charte Qualité Assainissement de l'Agence de l'Eau Seine Normandie.**

# 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

---

## 2.1. Les intervenants

### 2.1.1. Le Maître d'ouvrage:

**Mairie de VILLEBOUGIS**

Route de Saint-Georges

89 150 Villebougis

Tél : 09 65 19 56 88

Courriel : mairie.villebougis@wanadoo.fr

### 2.1.2. L'Assistant à maitrise d'ouvrage

**Agence Technique Départementale 89**

Pôle Assainissement – Mme Aude FLEURY

10 avenue du 4ème Régiment d'Infanterie

89000 AUXERRE cedex

Tél : 03.86.34.61.11

### 2.1.3. Le Maître d'œuvre:

**ALTEREO**

**Agence de Montlhéry**

119 ter, rue Paul Fort

91 310 MONTLHERY

Tél : 01.69.74.14.00

montlhery@altereo.fr

## 2.2. Etendue de la consultation

### 2.2.1. Mode de passation

La présente consultation est organisée dans le cadre d'un marché de travaux, selon une procédure adaptée.

Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique, avec mise en ligne sur <https://marches.ternum-bfc.fr/>

**Après examen des offres le maître d'ouvrage se réserve le droit d'engager des négociations dans le respect de l'égalité de traitement des candidats.**

Dans les conditions définies à l'article 8.3 du présent RC, les candidats éligibles à la négociation seront informés par courriel (au mail indiqué sur l'Acte d'Engagement).

Le courriel stipulera les modalités de remise des nouvelles offres, détaillera les questions techniques, et précisera la date et l'heure limite de remise de réponse.

### 2.2.2. Nombre de candidats admis à présenter une offre

Sans objet.

### 2.2.3. Décomposition en lots

Le marché est décomposé en une (1) tranche non allotie :

- Soit à une entreprise unique avec sous-traitance éventuelle ;
- Soit à des entreprises groupées solidaires.

La même entreprise ne peut pas présenter pour le marché ou un de ses lots plusieurs offres, en agissant à la fois en qualité de candidat individuel ou de membre d'un ou plusieurs groupements.

La transformation d'un groupement dans une forme juridique déterminée ne pourra pas être exigée pour la présentation de l'offre.

Cependant, après l'attribution du marché, la personne responsable du marché pourra exiger que le titulaire adopte la forme juridique suivante : groupement solidaire.

La même entreprise ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

### 2.2.4. Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

- Travaux de construction de station de traitement des eaux usées (CPV 45252127-4) ;
- Equipements de station d'épuration (CPV 45252130-8).

## 2.2.5. Fractionnement du marché

Sans objet

## 2.3. Organisation de la consultation

### 2.3.1.1. Dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les pièces suivantes :

- Règlement de Consultation (RC) ;
- Acte d'Engagement (AE) et ses annexes ;
- Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) ;
- Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) ;
- Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F).

### 2.3.2. Visite du site des travaux

**Chaque candidat devra s'être rendu sur le site, préalablement à la remise de l'offre, selon les modalités stipulées à l'article 11 du présent document.**

## 2.4. Compléments ou modification à apporter aux CCTP

les candidats devront compléter leur offre au travers d'un mémoire technique, mais ne pourront apporter dans leur offre aucun complément ou dérogation au CCAP, ainsi qu'aux prescriptions intangibles du CCTP.

Les « prescriptions techniques générales » des CCTP pourront faire l'objet de dérogations ou compléments sous réserve qu'ils conduisent à un niveau de performance, de qualité et de fonctionnalité au moins équivalent à celui requis par les prescriptions générales, et ce afin de laisser aux candidats toute latitude dans le choix des procédés.

Les compléments ou modifications éventuellement apportés au CCTP par le candidat dans le cadre d'une variante, devront être clairement explicités sous la forme d'une liste exhaustive de dérogations ou de compléments aux différents articles concernés. Les variantes devront être obligatoirement chiffrées.

La mention « Lu et Approuvé » du C.C.T.P., devra être suivie de la formule « sauf dérogation aux articles listés dans la pièce Acceptation des documents du DCE ».

## 2.5. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

## 2.6. Forme juridique du groupement

En cas de groupement conjoint, la forme imposée par le pouvoir adjudicateur après attribution est un groupement conjoint avec mandataire solidaire.

Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra être contraint d'assurer sa transformation, telle qu'il est indiqué ci-dessus, pour la bonne exécution du marché.

Un même prestataire ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements
- en qualité de membres de plusieurs groupements.

Le mandataire étant nominativement désigné dans l'Acte d'Engagement. A défaut de cette désignation, l'opérateur économique énuméré le premier dans l'acte d'engagement est le mandataire.

## 2.7. Variantes

Les variantes à l'offre de base ne dérogeront pas :

- A toutes les dispositions figurant dans le CCAP du marché ;
- Aux prescriptions intangibles figurant au CCTP du marché.

Toutes les variantes par rapport à l'objet du marché sont autorisées après avoir répondu à la solution de base. Les justifications techniques seront alors clairement précisées. Notamment, des matériaux différents et des techniques de prétraitement peuvent être proposés.

Les candidats produiront un dossier complet pour chacune des variantes proposées.

## 2.8. Propriété intellectuelle des projets

Les propositions techniques et, s'il y a lieu, les "variantes" présentées par les concurrents demeurent leur propriété intellectuelle.

Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations. L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de sécurité.

## 2.9. Contrôle technique

Sans objet.

## 2.10. Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Les travaux objet de la présente consultation sont soumis à la réglementation SPS. Le contrôleur SPS sera désigné ultérieurement.



## 2.11. Essais de garantie

Les essais de garantie sont nécessaires aux contrôles des traitements et des performances des installations.

L'entreprise titulaire se soumettra à l'autorité du bureau d'essais de garantie que le maître d'ouvrage désignera ultérieurement.

Le bureau d'essais de garantie sera rémunéré par le maître d'ouvrage.

## 2.12. Hygiène et sécurité du travail

Les travaux, objet de la présente consultation, sont soumis aux dispositions de la loi n°93-14 18 du 13 décembre 1993. Ils relèvent de la catégorie II au sens de l'article R 238-8 du code du travail.

Le chantier est soumis également aux dispositions de la section 5 du décret n°94-1159 du 26 décembre 1994 ainsi qu'un décret n°92-158 du 20 février 1992, à ce titre l'entreprise titulaire sera tenue de respecter les contraintes y afférant, en concertation avec l'exploitant de l'ouvrage qui élabore le plan de prévention.

## 2.13. Voies et réseaux divers

Le chantier est soumis aux dispositions de la section III du décret n° 77-996 du 19 août 1977 concernant les voies et réseaux divers à réaliser préalablement à l'ouverture du chantier.

Les concurrents devront fournir à l'appui de leur offre toutes précisions sur les raccordements aux réseaux qui leur seront nécessaires, en distinguant les besoins intéressant particulièrement l'hygiène et la sécurité du chantier.

# 3. CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT

---

## 3.1. Durée du contrat ou délai d'exécution

Le délai d'exécution des travaux est fixé à compter de la délivrance de l'**ordre de service (O.S) de commencement des travaux**.

Les délais d'exécution globale du marché ne pouvant toutefois pas dépasser un plafond de **quarante-deux semaines (42) semaines**, comprenant :

- Une période de préparation de **six (6) semaines** à compter de la date de délivrance de l'ordre de service ;
- Une période d'exécution de **vingt (20) semaines** ;
- Une période de mise au point de **huit (8) semaines**, à compter du procès-verbal de constat d'achèvement de la construction (CAC) ;
- Une période de mise en régime de **quatre (4) semaines**, à l'issue de la période de mise au point ;
- Une période d'observation de **quatre (4) semaines**.

## 3.2. Modalités essentielles de financement et de paiement

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : Le point de départ du délai de paiement des acomptes est fixé à la date de la réception par le Maître d'œuvre de la demande de paiement émise par le Titulaire du marché, accompagnée des

justifications nécessaires. Le point de départ du délai de paiement du solde est fixé à la date de réception du décompte général et définitif par le maître d'ouvrage.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes. Les intérêts moratoires sont fixés au travers de l'article R2192-32 du code de la commande publique.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

## 4. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

---

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Règlement de Consultation (RC) ;
- Acte d'Engagement (AE) et ses annexes remplies :
- Informations relatives au candidat
  - Formulaire DC4 en cas de sous-traitance déclarée
  - Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), à accepter sans modification ;
- Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP), à accepter sans modification
- Cadre de la décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) –

Le dossier est téléchargeable sur la plateforme : <https://marches.ternum-bfc.fr/entreprise>

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 5. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

---

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

## 6. DOCUMENTS A PRODUIRE

---

### 6.1. Pièces relatives à la « candidature » :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique.

### 6.1.1. Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

- Lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses cotraitants (Modèle DC1, disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>, ou papier libre)
- Déclaration du candidat (Modèle DC2, disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>)
- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner

### 6.1.2. Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles
- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels
- Bilans ou extraits de bilans, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi

### 6.1.3. Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.
- Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat
- Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat
- Certificats de Qualifications professionnelles. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

*Nota : Avant de procéder à l'examen des candidatures, si le Représentant du pouvoir adjudicateur constate que les pièces susvisées sont manquantes ou incomplètes, il peut décider de demander à tous les opérateurs économiques concernés de produire ou de compléter*

ces pièces, dans un délai qui ne saurait être supérieur à 10 jours, conformément aux dispositions de l'article 52 alinéa 1er du CMP. Les candidats dont la candidature était complète en sont informés et peuvent compléter leur dossier de candidature dans le même délai.

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché produira en outre :

- les pièces prévues aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et D 8222-8 du Code du Travail ou NOTI 1 ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou NOTI 2.

Si le candidat ne peut produire ces documents dans le délai imparti par le pouvoir adjudicateur, son offre est rejetée et le candidat éliminé. Le candidat dont l'offre a été classée en seconde position sera alors sollicité pour produire ces documents avant que le marché ne lui soit attribué.

Si les documents fournis par le candidat ne sont pas rédigés en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 6.2. Pièces relatives à l'offre

- **Un projet de marché comprenant :**
  - un Acte d'Engagement - document joint à compléter, dater et signer.
    - ◊ *Les candidats sont tenus de libeller leurs offres en EUROS.*
  - Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ci-joint, accepté par le candidat (date et signature) ;
  - Un planning prévisionnel des travaux (période de préparation incluse) ;
  - Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), à accepter sans modification (date et signature) ;
  - Le plan topographique visé par le candidat ;
  - Le DGPF des ouvrages établis en utilisant obligatoirement le cadre joint complété, daté et signé ;
  - En cas de groupement d'entrepreneurs, le tableau donnant la répartition des travaux entre les membres du groupement ;
- **Un dossier technique complet comprenant notamment (détail non exhaustif):**
  - Un mémoire justificatif et explicatif vis-à-vis des contraintes du CCTP (dimensionnement des ouvrages, équipements, étape de traitement et fonctionnement,) ;
  - Un mémoire génie civil précisant les hypothèses retenues au regard de l'étude géotechnique fournie (notes de calculs, dimensionnement du gros œuvre et des fondations, corps d'état secondaire, dimensionnement et définition des réseaux entre ouvrages, définition des voiries et des réseaux divers...) ;
  - Un mémoire descriptif des équipements proposés pour le traitement des eaux, des boues, l'instrumentation, le pompage, le comptage, les canalisations de liaison et de raccordement,... ;
  - Un mémoire d'insertion architectural et paysagère. Ce mémoire justifiera et précisera les dispositions proposées en matière d'insertion dans le site.
  - Un mémoire sécurité et exploitation précisant les principes et dispositions pour les opérations d'entretien et de maintenance, pour la livraison des réactifs, la circulation des engins et du personnel d'exploitation, la réduction des risques d'effraction et d'incendie,...
  - Une note de synthèse, présentant les points forts et les principales caractéristiques du projet ;
  - Un mémoire plan, présentant au minimum :
    - *Un plan de masse ;*
    - *Un plan d'emprise du chantier ;*

- Les plans VRD ;
  - Des vues en plans et coupes des principaux ouvrages ;
  - Des vues permettant de mettre en valeur l'insertion dans le site ;
  - ...
  - Indications concernant la provenance des principales fournitures et, éventuellement les références des fournisseurs correspondants ;
  - Indications concernant les procédés d'exécution envisagés et les moyens (en études, en hommes et en matériels) qui seront utilisés ;
  - note sommaire indiquant les principales mesures prévues pour assurer la sécurité et l'hygiène sur le chantier ;
  - note sur les autocontrôles réalisés ;
  - note sur l'installation du chantier ;
  - démarche qualité choisie pour le chantier ;
  - sous-traitance déclarée ou envisagée.
- **Le certificat de visite du site, selon cadre joint.**
- Identifications **professionnelles requises ou niveaux spécifiques** requis dans le domaine du traitement des eaux résiduaires urbaines. L'entreprise candidate pourra apporter par tout moyen les références attestant de sa capacité à réaliser la prestation pour laquelle elle se porte candidate, notamment :
    - 3 références de station de 400 à 500 E.H datant de moins de trois (3) ans ;

#### Variante libre :

Les concurrents pourront présenter **un dossier général "Variante libre"** comportant un sous-dossier particulier pour chaque variante qu'ils proposent. Chacun de ces sous dossiers devra comporter au minimum :

- Un acte d'engagement comportant clairement la mention "Variante ..." - document joint à compléter, dater et signer ;
- Les modifications du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et des pièces annexes qui sont nécessaires pour l'adapter à la variante proposée ;
- **La Décomposition de son Prix Global et Forfaitaire (DPGF),**
- Un planning général prévisionnel des travaux faisant apparaître les différentes phases dont les périodes de mise en route, mise en régime et période d'observation ;
- **Un dossier technique complet** comprenant notamment (détail non exhaustif) :
  - Un mémoire justificatif et explicatif vis-à-vis des contraintes du CCTP (dimensionnement des ouvrages, équipements, étape de traitement et fonctionnement,...) ;
  - Un mémoire génie civil précisant les hypothèses retenues au regard de l'étude géotechnique fournie (notes de calculs, dimensionnement du gros œuvre et des fondations, corps d'état secondaire, dimensionnement et définition des réseaux entre ouvrages, définition des voiries et des réseaux divers...) ;
  - Un mémoire descriptif des équipements proposés pour le traitement des eaux, des boues, l'instrumentation, le pompage, le comptage, les canalisations de liaison et de raccordement,... ;
  - Un mémoire d'insertion architectural et paysagère. Ce mémoire justifiera et précisera les dispositions proposées en matière d'insertion dans le site.

- Un mémoire sécurité et exploitation précisant les principes et dispositions pour les opérations d'entretien et de maintenance, pour la livraison des réactifs, la circulation des engins et du personnel d'exploitation, la réduction des risques d'effraction et d'incendie,...
- Une note de synthèse, présentant les points forts et les principales caractéristiques du projet ;
- Un mémoire plan, présentant au minimum :
  - Un plan de masse ;
  - Un plan d'emprise du chantier ;
  - Les plans VRD ;
  - Des vues en plans et coupes des principaux ouvrages ;
  - Des vues permettant de mettre en valeur l'insertion dans le site ;
  - ...

- En cas de groupement d'entrepreneurs, le tableau donnant la répartition des travaux entre les membres du groupement ;

## 7. TRANSMISSION ELECTRONIQUE DES PLIS

---

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante :

<https://marches.ternum-bfc.fr/entreprise>

La transmission papier n'est pas autorisée.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (clé USB) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- Lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencée avant la clôture de la remise des plis.

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé avec la mention « copie de sauvegarde »

## 8. EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

---

### 8.1. Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

### 8.2. Jugement des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152- 2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Le pouvoir adjudicateur choisit l'offre économiquement la plus avantageuse conformément aux critères énoncés ci-après. Ces critères constituent la base d'évaluation sur laquelle se fondera le maître d'ouvrage pour juger les propositions des entreprises et parvenir à la sélection de l'offre la mieux classée.

La commission choisit l'offre économiquement la plus avantageuse conformément aux critères énoncés ci-dessus en additionnant la note technique (Nt) et la note prix (Np).

En cas de discordance entre les différentes indications de la décomposition du prix global forfaitaire (DGPF) figurant dans l'offre d'un entrepreneur, l'indication en chiffres, hors TVA, figurant à l'article 2 de l'acte d'engagement (A.E.), prévaudra sur toutes autres indications.

En cas de discordance ou en cas d'anomalies, d'erreurs ou d'omissions interne, l'entrepreneur, s'il est sur le point d'être retenu, sera invité à rectifier ces pièces pour les mettre en harmonie ou pour les redresser. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Le marché ne peut être attribué au candidat retenu que sous réserve que celui-ci produise dans un délai de 10 jour franc à compter de la date de réception de la demande de la personne responsable du marché les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents.

Si le candidat retenu ne peut produire les certificats précités dans le délai fixé par le Pouvoir Adjudicateur, son offre est rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat est prononcée le Pouvoir Adjudicateur.

Le Pouvoir Adjudicateur présente la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Le pouvoir adjudicateur choisit l'offre économiquement la plus avantageuse conformément aux critères énoncés ci-après.

#### 8.2.1. Note prix (Np)

Le prix des travaux est **évalué sur 40**.

La notation du prix s'effectuera suivant la règle arithmétique suivante :

$$- N_i = 40 - 40 \times [(P_i - P_{0i}) / P_{0i}]$$

Avec :

- $N_i$  = Note coûts d'investissement de l'offre concernée
- $P_i$  = Coût d'investissement de l'offre concernée
- $P_{0i}$  = Coût de l'offre la plus basse

## 8.2.2. Note technique (Nt)

→ La valeur technique est évaluée sur 60 (qualité de la proposition présentée dans le Mémoire Technique) avec les sous-critères suivants :

- La conception générale et les modalités d'exécution de la filière de traitement et de la zone d'infiltration, la pertinence des équipements, l'intégration environnementale des ouvrages (insertion paysagère, indications des mesures et équipements pour limiter les bruits, odeurs,...), les références de l'entreprise (**sur 20**). Le nombre de points est fonction de l'appréciation qui est faite d'après le tableau suivant :

Appréciation	Très insuffisant	Insuffisant	Moyen	Satisfaisant	Très satisfaisant
Nb de Points	1 à 4	5 à 8	9 à 12	13 à 16	17 à 20

- Qualité des fournitures, garanties et fiabilité apportée sur les équipements (**sur 10**). Le nombre de points est fonction de l'appréciation qui est faite d'après le tableau suivant :

Appréciation	Très insuffisant	Insuffisant	Moyen	Satisfaisant	Très satisfaisant
Nb de Points	1 à 2	3 à 4	5 à 6	7 à 8	9 à 10

- Mesures favorisant la facilité et la simplicité d'exploitation, la fonctionnalité, l'accessibilité aux ouvrages et la manutention des équipements (**sur 10**). Le nombre de points est fonction de l'appréciation qui est faite d'après le tableau suivant :

Appréciation	Très insuffisant	Insuffisant	Moyen	Satisfaisant	Très satisfaisant
Nb de Points	1 à 2	3 à 4	5 à 6	7 à 8	9 à 10

- Organisation générale de l'équipe, qualité des moyens d'exécution (humains et matériels) affectés au chantier (**sur 10**). Le nombre de points est fonction de l'appréciation qui est faite d'après le tableau suivant :

Appréciation	Très insuffisant	Insuffisant	Moyen	Satisfaisant	Très satisfaisant
Nb de Points	1 à 2	3 à 4	5 à 6	7 à 8	9 à 10



- Précision et cohérence du planning remis, délai global de réalisation (**sur 10**). Le nombre de points est fonction de l'appréciation qui est faite d'après le tableau suivant :

Appréciation	Très insuffisant	Insuffisant	Moyen	Satisfaisant	Très satisfaisant
Nb de Points	1 à 2	3 à 4	5 à 6	7 à 8	9 à 10

**L'absence de mémoire justificatif entraînera l'élimination de l'entreprise candidate.**

## 8.3. Note qualitative

Chaque critère étant indépendant l'un de l'autre, la somme des valeurs qui leur sont attribuées constitue une note globale qualitative représentative de la qualité de l'offre.

La meilleure note qualitative correspond à la plus grande valeur numérique, suivant la formule :

$$\text{Note qualitative} = \text{Note technique (Nt)} + \text{Note prix (Np)}$$

## 9. Suite à donner à la consultation

Une fois les offres initiales analysées, le pouvoir adjudicateur pourra négocier avec l'ensemble des candidats qui seront alors informés par mail à l'adresse indiquée dans l'AE. Cette négociation peut porter sur tous les éléments de l'offre, notamment sur le prix.

**Toutefois, conformément à l'article R2123-5 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.**

Seule la personne habilitée à signer l'acte d'engagement sera autorisée à participer à la négociation. Toutefois, et à titre consultatif, elle pourra être assistée du référent technique de son choix. A l'issue de la négociation, le pouvoir adjudicateur procédera à un nouveau jugement et classement des offres.

Le pouvoir adjudicateur accompagnera la lettre de notification d'un acte rectificatif à l'Acte d'Engagement (PV de mise au point) récapitulant toutes les modifications issues de la négociation et annexé à l'Acte d'Engagement initial. L'attributaire devra retourner signer l'acte rectificatif.

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

## 10. Renseignements complémentaires

### 10.1. Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse est la suivante : <https://marches.ternum-bfc.fr/>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Les documents de la consultation sont communiqués aux candidats dans les 6 jours qui suivent la réception de leur demande.

## 10.2. Procédure de recours

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé précontractuel prévu à l'article 1441-2 du Code de procédure civile, et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu à l'article 1441-3 du Code de procédure civile, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article précité.

## 11. Visite sur site

Chaque candidat remettant une offre sera réputé s'être rendu sur le(s) site(s) préalablement à la remise de cette offre, afin de reconnaître les lieux où les travaux doivent être réalisés et de faire viser **le certificat de visite du site(s) (ci-joint)** par le maître d'ouvrage ou son représentant légal. La prise de rendez-vous est à effectuer en contactant le maître d'œuvre (ALTEREO) par courriel : [montlhery@altereo.fr](mailto:montlhery@altereo.fr) ou par téléphone 01 69 74 14 00.

La localisation des sites de travaux est précisée dans les CCTP. Le site, sa topographie et son environnement sont des contraintes constitutives du projet que l'entreprise une fois retenue, ne saura ignorer pour invoquer une imprécision dans son offre.

**L'absence de certificat de visite du site n'entraîne pas de facto l'élimination du candidat.**

# Marché de travaux relatifs à la construction d'une station d'épuration

COMMUNE DE VILLEBOUGIS

## CERTIFICAT DE VISITE DU SITE

Je soussigné (Maître d'ouvrage ou Maître d'œuvre), .....

.....

.....

Certifie que l'entreprise .....

Représentée par .....

S'est rendu sur le site(s), le .....

Afin de visiter les lieux où doivent s'exécuter les travaux.

Fait à .....